



# Conseil économique et social

Distr. générale  
26 janvier 2023  
Français  
Original : anglais

## Commission de la population et du développement

### Cinquante-sixième session

10-14 avril 2023

Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire\*

### Débat général

## Population, éducation et développement durable

### Rapport du Secrétaire général

#### Résumé

Dans sa décision 2021/101, la Commission de la population et du développement a choisi « Population, éducation et développement durable » comme thème de sa cinquante-sixième session, prévue en 2023 (voir [E/2021/25](#)). Le présent rapport est destiné à servir de base aux débats qu'elle consacrera à ces questions.

Le Secrétaire général y examine la dynamique de la population d'âge scolaire dans différentes régions du monde, la relation entre l'éducation et les trois composantes du changement démographique, à savoir la fécondité, la mortalité et la migration, ainsi que les liens avec l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes, la formation du capital humain, la croissance économique et la durabilité environnementale. L'analyse met en évidence les interactions entre les variables et tendances démographiques et l'accès à une éducation de qualité à tous les niveaux, y compris l'enseignement préprimaire, primaire, secondaire et supérieur et l'apprentissage tout au long de la vie. Le rapport présente également une série de conclusions et de recommandations.

\* [E/CN.9/2023/1](#).



## I. Introduction

1. Depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, l'éducation est considérée comme un élément fondamental du développement humain et du progrès social. Le droit à l'éducation et à la participation à la vie culturelle est consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948). Dans le chapitre XI du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, qui s'est tenue en 1994 au Caire, un appel est lancé pour que soit assuré l'accès universel à l'enseignement primaire et pour que le taux de scolarisation des filles dans les cycles primaire et secondaire soit porté au niveau de celui des garçons. Les gouvernements y sont invités à élaborer des politiques et des programmes propres à favoriser l'éducation des jeunes et des adultes et l'apprentissage tout au long de la vie, en accordant une attention particulière aux migrants, aux populations autochtones et aux personnes handicapées.

2. La Conférence du Caire a également appelé les gouvernements à fournir une éducation formelle et informelle sur les questions de population et de santé, y compris la santé sexuelle et reproductive. L'éducation sur ces sujets est importante pour renforcer l'égalité et l'équité entre les genres, pour promouvoir un comportement sexuel responsable et pour protéger les adolescent(e)s contre les grossesses précoces et non désirées, les maladies sexuellement transmissibles et les violences et abus sexuels.

3. Dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 figure l'objectif consistant à assurer à toutes et tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie (objectif de développement durable n° 4). En outre, les cibles et indicateurs intéressant l'éducation dépendent de plusieurs autres objectifs de développement durable, notamment l'objectif 1 (pauvreté), l'objectif 3 (santé), l'objectif 5 (égalité des sexes), l'objectif 8 (travail décent et croissance économique), l'objectif 12 (modes de consommation et de production durables) et l'objectif 13 (action climatique).

4. En septembre 2022, le Secrétaire général a convoqué le Sommet sur la transformation de l'éducation en réponse à la crise mondiale touchant l'équité et l'inclusion dans les programmes d'enseignement ainsi que la qualité et la pertinence de l'enseignement. Le Sommet avait pour objectif de mobiliser l'action, l'ambition, la solidarité et les solutions pour transformer l'éducation d'ici à 2030. La Commission de la population et du développement a souhaité porter son attention sur les liens entre la population, l'éducation et le développement durable à l'heure où le monde se remet encore de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui a fait reculer les progrès faits vers plusieurs objectifs, notamment ceux liés à la pauvreté, aux soins de santé et à l'éducation.

## II. Perspective générale sur la population, l'éducation et le développement durable

### A. Relations entre l'éducation, la croissance démographique, la croissance économique et la durabilité environnementale

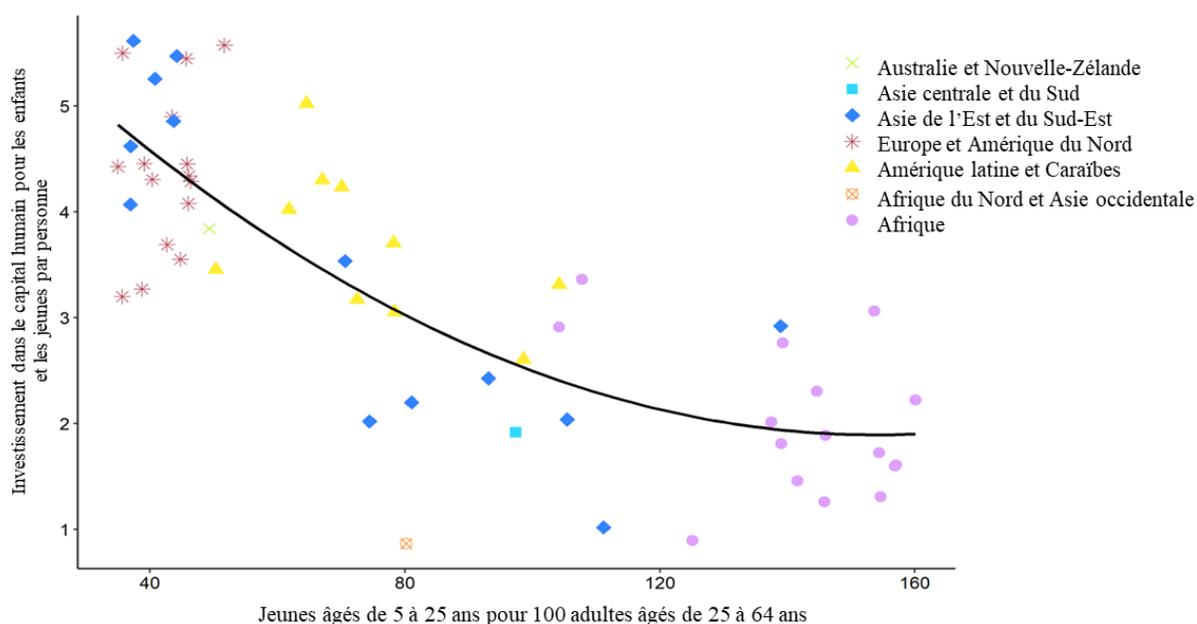
5. En 2003, la dernière fois que la Commission a intégré « l'éducation » dans son thème spécial, de nombreux éléments d'information, provenant de diverses périodes et de divers lieux, mettaient déjà en avant les liens critiques entre l'éducation et la dynamique de la population (voir [E/CN.9/2003/2](#)). Les données factuelles sur ce sujet n'ont cessé de se multiplier depuis lors, confirmant le rôle de l'éducation comme

déterminant essentiel des niveaux et des tendances de la fécondité et de la mortalité et, plus largement, mettant en évidence l'importance du capital humain dans tous les aspects de l'évolution démographique<sup>1</sup>. L'éducation et la formation tout au long de la vie sont, quant à elle, d'une importance capitale pour favoriser le développement socioéconomique, en particulier dans les économies modernes de plus en plus axées sur l'innovation et la croissance de la productivité. D'un point de vue macroéconomique, une main-d'œuvre bien formée et instruite renforce les effets positifs du dividende démographique et tempère les enjeux budgétaires et économiques associés au vieillissement rapide de la population, tout en contribuant à la réalisation de divers objectifs de développement durable.

6. Les dépenses nationales consacrées à la formation du capital humain (éducation et santé) chez les jeunes de moins de 22 ans représentent en moyenne 5 % environ du produit intérieur brut (PIB) des différents pays. Mais le rapport entre les dépenses par tête et le PIB par habitant varie considérablement d'un pays à l'autre et tend à être associé négativement au ratio du nombre de jeunes à la taille de la population d'âge actif (voir fig. I), ce qui témoigne des arbitrages opérés entre le nombre d'enfants et les investissements par habitant dans le capital humain.

Figure I

**Investissement dans le capital humain des enfants et des jeunes en fonction de la taille relative de la population âgée de 5 à 24 ans, certains pays par région, vers 2010**



Source : Base de données sur les comptes de transferts nationaux (2022) ; et Nations Unies, *World Population Prospects: 2022 Revision*, disponible sur le site : <https://population.un.org/wpp>.

Note : L'investissement en capital humain est égal aux dépenses d'éducation et de santé par personne âgée de 5 à 24 ans, divisé par le PIB par habitant. La taille relative de la population âgée de 5 à 24 ans est égale à la taille de la population dans cette tranche d'âge divisée par 100 adultes âgés de 25 à 64 ans. Le graphique présente des informations pour 66 pays pour lesquels on dispose des données correspondantes.

<sup>1</sup> Wolfgang Lutz, William P. Butz et Samir K.C., dir. publ. (2014). *World Population and Human Capital in the 21st Century*, (Oxford, Oxford University Press, 2014).

7. L'accès à l'éducation dans une population dépend d'un large éventail de résultats et de comportements démographiques (voir chap. III et VI). Les pays ayant des taux de croissance démographique élevés et des populations jeunes ont tendance à avoir des taux de scolarisation plus faibles dans l'enseignement primaire et secondaire. Par ailleurs, les pays où le taux de scolarisation dans le primaire est élevé connaissent généralement des taux de mortalité infantile et maternelle plus faibles. Des allocations budgétaires insuffisantes, l'extrême pauvreté, la maternité précoce, les conflits armés et les catastrophes naturelles sont les principaux facteurs qui empêchent les élèves de suivre une scolarité, en particulier dans les pays à faible revenu.

8. L'éducation permet également de sensibiliser aux problèmes environnementaux mondiaux urgents, tels que la perte de biodiversité ou la pollution marine, et d'encourager les jeunes à prendre conscience de l'environnement. De fait, les investissements dans l'éducation à l'environnement et au développement durable sont indispensables pour atteindre les objectifs de développement mondiaux. Outre les connaissances spécifiques sur ces sujets acquises dans le cadre de l'enseignement formel, une éducation bien équilibrée permet aux personnes de tous âges d'adopter des pratiques innovantes qui minimisent les effets préjudiciables de leurs activités économiques sur l'environnement.

## **B. Répercussions de la pandémie de COVID-19**

9. Les fermetures d'écoles et les perturbations de l'enseignement pendant la pandémie de COVID-19 ont aggravé la crise mondiale de l'apprentissage en exacerbant les inégalités préexistantes en matière d'accès et de qualité de l'éducation. La pandémie a annulé certains des progrès réalisés sur le front de l'égalité des genres dans l'éducation, les filles et les femmes ayant été particulièrement touchées par les fermetures d'écoles.

10. Alors que les arrêts complets de l'enseignement en présentiel en 2020 et 2021 ont duré en moyenne 141 jours dans le monde, les élèves d'Asie du Sud et d'Amérique latine et des Caraïbes ont manqué jusqu'à 273 et 225 jours d'école complets, respectivement, entre février 2020 et février 2022<sup>2</sup>. Les situations humanitaires, y compris celles résultant de conflits armés, ont aggravé les difficultés dans certaines parties du monde. Par exemple, en Ukraine, près des deux tiers des 5,7 millions d'enfants en âge d'être scolarisés ont été chassés de chez eux et vivent désormais ailleurs dans le pays ou dans des pays voisins<sup>3</sup>.

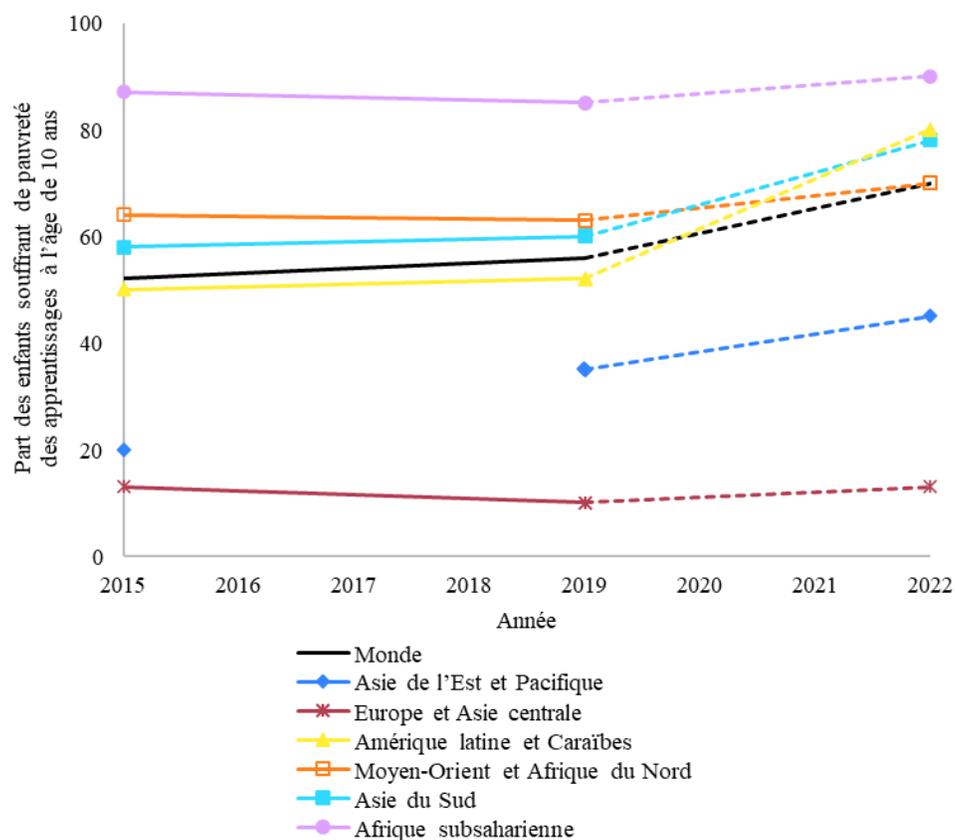
11. Il ressort de la figure II que les avancées en matière de réduction de la « pauvreté des apprentissages » (déficiences dans les compétences de base en lecture) obtenues dans les années précédant immédiatement la pandémie ont été totalement annulées par la suite, les reculs les plus importants étant enregistrés en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu'en Asie du Sud. Actuellement, les aptitudes de base en lecture de 7 enfants sur 10 dans les pays à revenu faible ou intermédiaire présentent des lacunes extrêmes<sup>4</sup>.

<sup>2</sup> Banque mondiale et autres, État de la pauvreté des apprentissages dans le monde en 2022 (2022).

<sup>3</sup> Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), « Ukraine war response: Ensuring access to learning », 2022.

<sup>4</sup> Banque mondiale et autres, État de la pauvreté des apprentissages dans le monde.

Figure II  
Prévalence de la pauvreté des apprentissages par région, 2015, 2019 et 2022



Source : Banque mondiale, État de la pauvreté des apprentissages dans le monde en 2022.

Note : Par pauvreté des apprentissages, on entend la proportion d'enfants ne possédant pas une maîtrise minimale de la lecture à l'âge de 10 ans.

### C. Évolution de la population d'âge scolaire

12. La population d'âge scolaire est la population d'un âge ou d'un groupe d'âge particulier, tel que défini dans les règlements ou les lois d'un pays, correspondant à une année ou un niveau d'éducation donné<sup>5</sup>. La population d'âge scolaire est un élément essentiel utilisé dans l'établissement des indicateurs des objectifs de développement durable concernant l'éducation ainsi que dans l'évaluation des besoins d'éducation.

13. Les effectifs mondiaux de jeunes de 6 à 11 ans, scolarisables généralement dans l'enseignement primaire, devraient atteindre le chiffre record de 820 millions en 2023. Cette population devrait tomber à 774 millions en 2032, puis atteindre un pic secondaire autour de 806 millions au début des années 2050 avant de décliner continuellement par la suite.

14. Certaines régions connaissent déjà une contraction de ce segment de la population d'âge scolaire, qui a atteint un pic en Europe et en Amérique du Nord en 1968, suivi par l'Asie de l'Est et du Sud-Est en 1979, l'Amérique latine et les Caraïbes

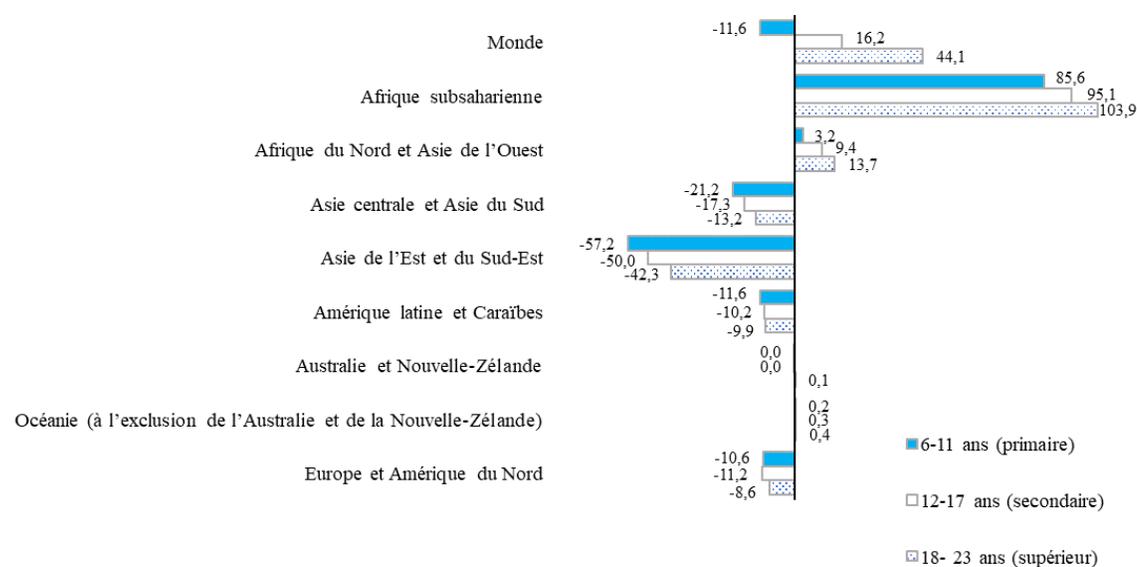
<sup>5</sup> Voir Institut de statistique de l'UNESCO, « Population de l'âge officiel/d'âge scolaire », glossaire en ligne. Disponible sur le site : <https://uis.unesco.org/fr/glossary>.

en 2002 et l'Asie centrale et du Sud en 2012. Ailleurs, en Afrique du Nord et en Asie occidentale, en Océanie (à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande), en Afrique subsaharienne et en Australie et en Nouvelle-Zélande, la population scolarisable de 6 à 11 ans devrait atteindre son niveau maximum après 2050.

15. La tendance globale prévue pour les jeunes de 12 à 17 ans (généralement scolarisables dans l'enseignement secondaire) et pour les jeunes de 18 à 23 ans (enseignement supérieur) est similaire à la tendance prévue pour les jeunes de 6 à 11 ans (enseignement primaire), avec un décalage dans le temps de 6 et 12 ans, respectivement. Ainsi, la population d'âge scolaire des 12-17 ans devrait atteindre son pic au niveau mondial de près de 816 millions en 2029, avant de commencer à se contracter. La population d'âge scolaire des 18 à 23 ans devrait atteindre le chiffre record de 811 millions en 2035 et suivre une tendance similaire à la baisse par la suite.

16. La figure III présente les tendances régionales projetées par groupe d'âge. L'Asie de l'Est et du Sud-Est devrait connaître la plus forte baisse de la population d'âge scolaire (6-23 ans) entre 2022 et 2050. La deuxième baisse la plus importante au cours de cette période devrait intervenir en Asie centrale et du Sud. L'Afrique subsaharienne connaîtra la plus forte augmentation dans l'ensemble et dans les trois groupes d'âge. La croissance de la population d'âge scolaire (6-23 ans) en Afrique subsaharienne devrait représenter 90 % de l'augmentation mondiale entre 2022 et 2050.

Figure III  
**Évolution prévue (en millions) de la taille de la population d'âge scolaire, répartie en trois groupes d'âge, niveau mondial et par région, 2022-2050**



Source : Nations Unies, *World Population Prospects: 2022 Revision*.

17. Globalement, l'effectif de la population d'âge scolaire (6-23 ans) dans le monde était d'environ 2,3 milliards en 2022. Il devrait passer à près de 2,4 milliards en 2030 et fluctuer ensuite dans cette fourchette jusqu'en 2056. Toutefois, il devrait diminuer par rapport à la population totale dans toutes les régions au cours des prochaines décennies. Cette évolution donne l'occasion à de nombreux pays d'investir dans une éducation de qualité et d'augmenter les dépenses par étudiant sans nécessairement alourdir la charge budgétaire associée au financement de la population d'âge scolaire.

### **Rôle de la formation du capital humain dans les projections démographiques**

Les prévisions de la population d'âge scolaire, telles que celles décrites dans le présent rapport, sont fondées sur des projections démographiques types utilisant des données ventilées par âge et par sexe. Toutefois, on peut obtenir des informations supplémentaires sur la formation future du capital humain en prenant également en compte l'évolution et les effets démographiques du niveau d'éducation.

La taille et la composition démographique de la future population d'âge scolaire dépendent principalement des tendances passées et futures de la fécondité et de la taille des cohortes successives de femmes en âge de procréer. Un facteur secondaire est la probabilité de survie de la naissance à l'âge scolaire. La plupart des projections démographiques nationales et internationales, y compris celles publiées par l'Organisation des Nations Unies dans la série *World Population Prospects*, sont établies à partir des chiffres projetés de la population par âge et par sexe sur la base d'hypothèses concernant les tendances futures en matière de fécondité, de mortalité et de migration. Certains groupes de recherche ont ajouté l'éducation comme dimension supplémentaire, en plus du sexe et de l'âge, afin de tenir compte expressément des interrelations entre ce paramètre et l'évolution de la population<sup>a</sup>. L'incorporation de ces informations supplémentaires permet aux analystes de formuler des scénarios associés à différentes politiques éducatives et d'étudier leur incidence potentielle sur la formation du capital humain et la croissance économique dans les années à venir. Les prévisions de la composition de la population par niveau d'éducation peuvent éclairer la planification économique, géopolitique et stratégique à long terme, en tenant compte des compétences et des capacités de sa future main-d'œuvre.

<sup>a</sup> Par exemple, Lutz, Butz et K.C., dir. publ., *World Population and Human Capital in the 21st Century*.

18. Étant donné que le secteur de l'éducation dessert des groupes de population définis principalement par l'âge et situés dans des districts scolaires dont la délimitation est souvent différente de celle des autres subdivisions administratives, la planification des services d'enseignement nécessite des estimations et des projections de la population par année d'âge pour des unités géographiques détaillées.

## **D. Conséquences pour les budgets du secteur de l'éducation**

19. Le montant des ressources allouées à l'éducation dépend des conditions démographiques de chaque pays. Lorsque le nombre d'enfants diminue, le maintien du même niveau de dépenses globales dans l'éducation se traduit par une augmentation de l'investissement par enfant. Cet allègement relatif de la pression démographique sur les dépenses d'éducation est un avantage important de la baisse de la fécondité dans le cadre de la transition démographique. Une étude détaillée des conséquences budgétaires de tels changements dans 10 pays d'Amérique latine<sup>6</sup> a

<sup>6</sup> Tim Miller, Carl Mason et Mauricio Holz, « The fiscal impact of demographic change in ten Latin American countries: projecting public expenditures in education, health, and pensions », dans *Population aging: is Latin America ready?*, Daniel Cotlear, dir. publ. (Washington, Banque mondiale, 2011).

révéle que les réductions prévues de la population d'âge scolaire permettraient d'augmenter considérablement les dépenses par étudiant, atteignant ainsi les niveaux moyens de dépenses par habitant des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et facilitant la réalisation de l'enseignement secondaire universel avec peu ou pas d'augmentation des impôts.

20. Les dépenses en matière d'éducation ont des répercussions importantes sur les inégalités d'apprentissage. Du milieu des années 2010 à 2020, les dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB se sont accrues progressivement pour les pays de toutes les catégories de revenus. Cependant, les dépenses publiques moyennes par habitant dans certaines régions, telles que l'Afrique subsaharienne (254 dollars des États-Unis) et l'Asie du Sud (358 dollars des États-Unis), ne représentaient qu'une petite fraction du niveau moyen en Europe et en Asie centrale (6 156 dollars des États-Unis)<sup>7</sup>. De plus, dans les pays pauvres, la part des dépenses privées au titre de l'éducation tend à être très élevée, ce qui profite à une petite partie de la population étudiante et renforce les inégalités préexistantes. En 2020, la part des dépenses privées était beaucoup plus élevée dans les pays à faible revenu (39 %) et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (26 %) que dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6 %) et à revenu élevé (2 %).

21. La pandémie de COVID-19 a entraîné des réductions importantes des dépenses publiques consacrées à l'éducation dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure<sup>8</sup>, qui doivent relever des défis extraordinaires pour se remettre des pertes d'apprentissage dues à la crise sanitaire et reprendre leur progression vers l'universalité de l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2030, comme le prévoit la cible 4.1 des objectifs de développement durable.

## E. Éducation et taux d'activité tout au long de la vie

22. L'éducation formelle et la formation professionnelle jouent un rôle essentiel dans la préparation des nouveaux arrivants sur le marché du travail et leur offrent la possibilité d'améliorer leurs compétences tout au long de leur carrière. L'impact du niveau d'instruction sur la situation professionnelle et les revenus varie selon le stade de développement et le niveau de revenu des pays. Dans les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le taux d'activité et les revenus augmentent avec le niveau d'instruction. Dans ces pays, les travailleurs ayant suivi au moins des études du deuxième cycle du secondaire ont plus de chances de trouver un emploi et de percevoir des revenus plus élevés que ceux ayant un niveau d'études inférieur. Le taux de chômage est généralement beaucoup plus haut pour les travailleurs, y compris les jeunes adultes, qui n'ont pas terminé leurs études secondaires du deuxième cycle. Dans ces pays, les politiques visant à favoriser l'achèvement des études secondaires, à faciliter les transitions entre l'école et le travail et à supprimer les obstacles à l'emploi peuvent aider les individus à obtenir un emploi mieux rémunéré et plus productif, ce qui est bénéfique au niveau macroéconomique et atténue la pression que les programmes d'assurance chômage exercent sur les budgets<sup>9</sup>.

<sup>7</sup> Banque mondiale et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), « Education Finance Watch 2022 », 2022.

<sup>8</sup> Banque mondiale, « Two-thirds of poorer countries are cutting education budgets due to COVID-19 », 22 février 2022.

<sup>9</sup> Organisation internationale du Travail (OIT), *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2020* (Genève, 2020) ; et ILOSTAT, *L'éducation paie, mais il faut être patient. Pleins feux sur les statistiques du travail*, n° 10, janvier 2020.

23. En revanche, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les personnes ayant un niveau d'études élevé n'ont pas nécessairement un plus fort taux d'activité. Une grande partie de l'activité économique et de l'emploi dans les économies à faible revenu est concentrée dans le secteur informel, dans l'agriculture, dans l'industrie manufacturière et dans le commerce, où les offres d'emplois qualifiés sont moins nombreuses. Dans ces pays, les travailleurs titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur ont beaucoup plus de chances, s'ils sont pourvus d'un emploi, d'exercer un emploi formel assorti d'avantages et de conditions de travail favorables. Cependant, les travailleurs hautement qualifiés ont tendance à avoir des taux de chômage plus élevés que les travailleurs ayant un moindre niveau d'études. Ces pays doivent donc s'employer à améliorer leurs systèmes éducatifs en termes d'accès et de qualité tout en développant les possibilités d'emploi adaptées à une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée. Il faut dans cette optique mettre en place des conditions propices à une croissance économique soutenue (voir [E/CN.9/2022/2](#)).

24. Les travailleurs ayant un plus haut niveau d'études sont généralement mieux rémunérés, ont de meilleures possibilités d'emploi, sont en meilleure santé et font un travail moins exigeant physiquement que ceux ayant stoppé leur scolarité plus tôt. À un âge plus avancé, ces facteurs peuvent accroître leur capacité et leur volonté de rester dans la population active. Les données recueillies dans les pays à revenu élevé et dans certains pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure indiquent que les personnes ayant un haut niveau d'études ont une plus grande probabilité de rester employées après 65 ans que celles ayant un niveau d'éducation moindre<sup>10</sup>, ce qui favorise une plus grande autonomie et une plus grande sécurité des revenus aux âges avancés et allège certaines des pressions que fait peser sur les budgets publics le vieillissement de la population.

### III. Tendances en matière d'éducation, y compris les progrès vers les objectifs de développement durable

#### A. Éducation préscolaire

25. La cible 4.2 des objectifs de développement durable vise à garantir l'accès universel à des programmes d'enseignement préscolaire de qualité d'ici à 2030. L'éducation préscolaire facilite la transition des jeunes enfants vers l'école primaire, leur donne les bases de l'apprentissage tout au long de la vie et apporte de nombreux autres avantages concernant les résultats scolaires, les capacités cognitives, le développement des compétences sociales et des modes de vie, l'égalité des genres et la santé, contribuant ainsi à des sociétés plus cohésives et égalitaires. Un investissement insuffisant dans l'éducation préscolaire peut en revanche entraîner une mauvaise santé, des déficits d'apprentissage, un potentiel de revenus plus faible et une main-d'œuvre moins productive.

26. Dans le monde, plus de 175 millions d'enfants n'ont pas accès à l'éducation préscolaire<sup>11</sup>. En 2020, environ un enfant sur quatre qui avait un an de moins que l'âge officiel d'entrée à l'école primaire ne fréquentait pas un programme d'éducation

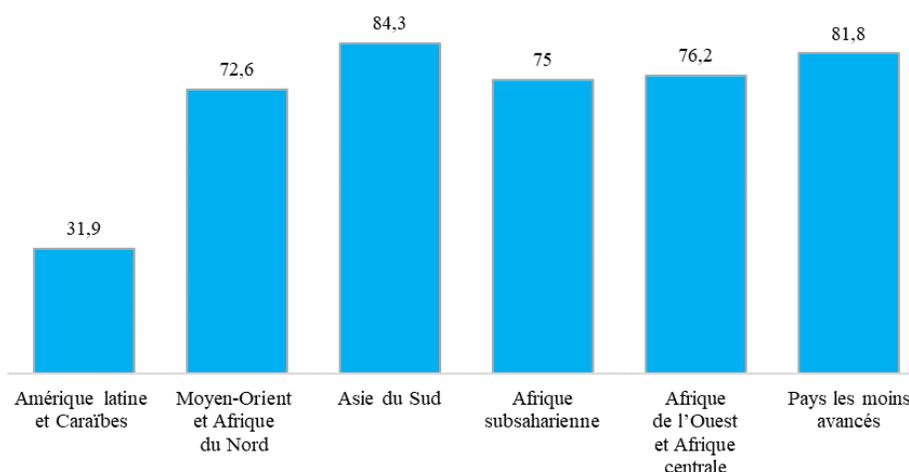
<sup>10</sup> René Böheim et autres, « The impact of health and education on labour force participation in aging societies – Projections for the United States and Germany from a dynamic microsimulation », document de travail du National Bureau of Economic Research (NBER) n° 29534 (Cambridge, Massachusetts, National Bureau of Economic Research, 2021).

<sup>11</sup> UNICEF, *A World Ready to Learn: Prioritizing quality early childhood education* (New York, 2019).

préscolaire<sup>12</sup>. La plupart des enfants qui ne bénéficient pas de cette éducation vivent dans des pays à faible revenu : parmi les 93 pays ou zones en développement pour lesquels des données sont disponibles pour la période 2013-2021, 71 % des enfants âgés de 3 à 5 ans n'ont pas participé à un programme d'éducation préscolaire ; cette proportion était de près de 82 % pour les pays les moins avancés (PMA) (fig. IV). Une proportion encore plus faible d'enfants issus des ménages les plus pauvres d'un même pays participent aux programmes d'éducation préscolaire. Par exemple, dans les pays subsahariens, seuls 9 % environ des enfants âgés de 3 à 5 ans issus de ménages appartenant au quintile de revenu le plus bas étaient inscrits à un programme d'éducation préscolaire en 2020, contre 54 % pour le quintile le plus élevé.

Figure IV

**Proportion d'enfants âgés de 3 à 5 ans n'ayant pas suivi de programmes d'éducation de la petite enfance, par région en développement, 2013-2021**



Source : [www.unicef.org/education/early-childhood-education](http://www.unicef.org/education/early-childhood-education). D'après les enquêtes démographiques et de santé, les enquêtes en grappes à indicateurs multiples et les autres enquêtes sur les ménages réalisées dans 93 pays.

## B. Scolarisation et achèvement des études

27. En 2020, 745 millions d'enfants étaient inscrits dans des écoles primaires dans le monde, soit environ 168 millions de plus qu'en 1990. Dans les pays à faible revenu, le nombre d'enfants scolarisés dans le primaire a quadruplé entre 1990 et 2020<sup>13</sup>. Cette expansion est due à la fois à la croissance démographique et à l'augmentation du taux de scolarisation. Dans la plupart des régions, le taux net de scolarisation dans le primaire<sup>14</sup> était de 90 % ou plus en 2020, alors qu'en Afrique subsaharienne, 80 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire étaient scolarisés, contre 61 % en 2000. Au niveau du premier cycle du secondaire, le taux net de scolarisation était de 85 % en 2020 dans le monde, contre 67 % au niveau du deuxième cycle du secondaire. Au cours des trois dernières décennies, l'expansion de l'enseignement supérieur a été

<sup>12</sup> Proportion d'enfants âgés de 36 à 59 mois fréquentant un établissement d'éducation de la petite enfance (par sexe et quintile de revenu familial). Voir [www.unicef.org/education/early-childhood-education](http://www.unicef.org/education/early-childhood-education).

<sup>13</sup> Institut de statistique de l'UNESCO, base de données UIS.Stat. Disponible sur le site : <http://data.uis.unesco.org>.

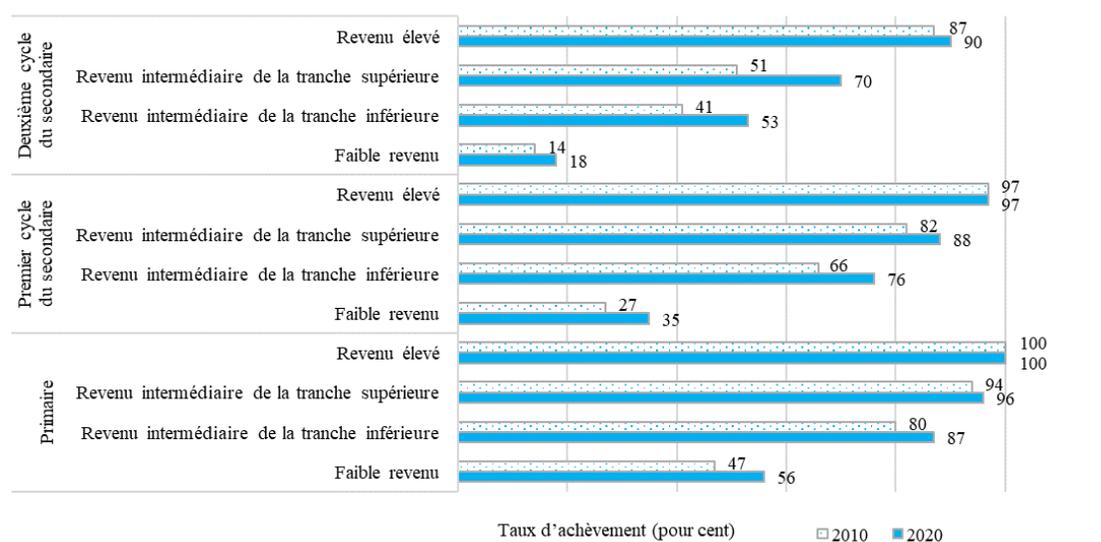
<sup>14</sup> Institut de statistique de l'UNESCO, « Taux net total de scolarisation ». Disponible sur le site : <http://uis.unesco.org/fr/glossary-term/taux-net-total-de-scolarisation>.

particulièrement rapide en Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord et en Asie occidentale, ainsi qu'en Asie centrale et méridionale, le nombre d'étudiants ayant été multiplié par près de six.

28. Les progrès mondiaux vers la réalisation de la cible des objectifs de développement durable visant à assurer l'universalité de l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2030 ont été inégaux. En 2020, le taux d'achèvement de l'enseignement primaire était de 87 % dans le monde, mais de seulement 63 % en Afrique subsaharienne. Au niveau de l'enseignement secondaire du premier et du deuxième cycles, les taux d'achèvement dans le monde en 2020 étaient respectivement de 77 % et 58 %. Les pays à faible revenu ont des taux d'achèvement beaucoup plus faibles : un peu plus de la moitié pour l'école primaire et un peu plus d'un tiers pour le premier cycle de l'enseignement secondaire (voir fig. V).

Figure V

**Taux d'achèvement des études primaires et secondaires, par groupe de revenu des pays, 2010 et 2020**



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, communiqué en septembre 2022. Disponible sur le site : <https://sdg4-data.uis.unesco.org>.

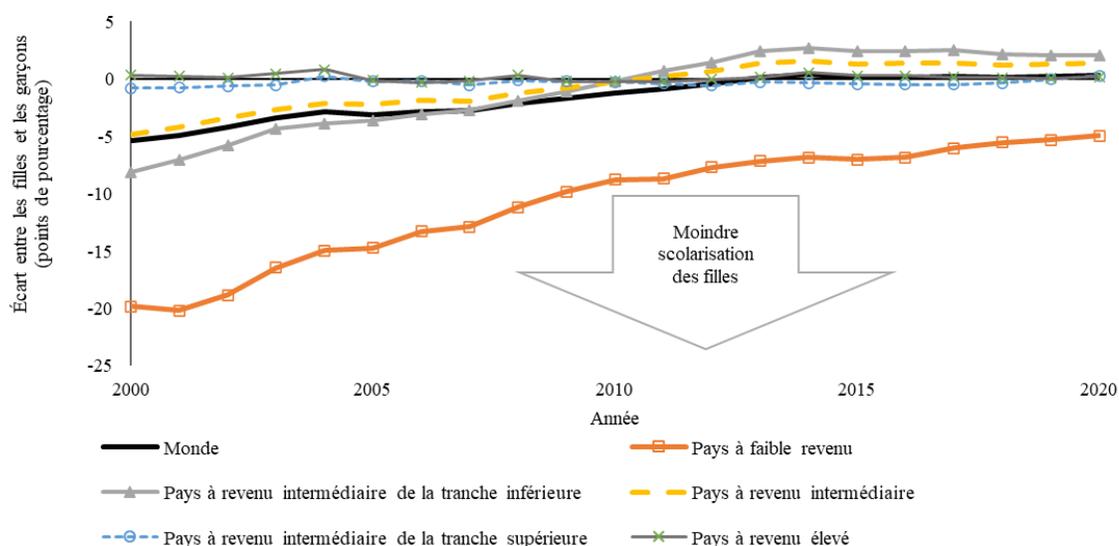
29. Au niveau mondial, en 2020, moins de la moitié des élèves scolarisés avaient un niveau minimal de compétence en lecture dans le premier cycle de l'enseignement secondaire (soit un peu plus d'un tiers de tous les enfants, y compris ceux qui ne sont pas scolarisés). En Afrique subsaharienne, seuls 10 % environ des enfants ayant terminé le premier cycle de l'enseignement secondaire avaient atteint le niveau de compétence minimal en lecture.

30. L'écart entre les sexes en matière de scolarisation et de fréquentation scolaire a diminué ces deux dernières décennies. En 2020, l'écart mondial des taux de déscolarisation au niveau de l'enseignement primaire et dans les premier et deuxième cycles du secondaire était inférieur à 2 % dans chaque cas<sup>15</sup>. Des écarts plus importants entre les sexes subsistent à chaque niveau en Afrique subsaharienne, en

<sup>15</sup> UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2022 : rapport sur l'égalité des genres, approfondir le débat sur les enfants et les jeunes encore laissés de côté (Paris, 2022). L'écart entre les genres en matière de scolarisation est défini comme la différence entre les taux féminins et masculins pour la tranche d'âge officielle et pour un niveau d'études donné.

Afrique du Nord et en Asie occidentale. Les pays à faible revenu sont les plus éloignés de la parité entre les sexes en matière de scolarisation, ayant réalisé des progrès significatifs mais relativement lents ces dix dernières années. Dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, comme le montre la figure VI, les taux de scolarisation des jeunes femmes dans les pays à faible revenu sont encore inférieurs de 5 points de pourcentage à ceux des jeunes hommes, tandis que dans le deuxième cycle, l'écart en leur défaveur est de 9 points de pourcentage. À l'échelle mondiale, les filles ont un avantage en ce qui concerne les taux d'achèvement à chaque niveau d'enseignement, l'achèvement dans les délais étant supérieur de 2 points de pourcentage pour les filles par rapport aux garçons en 2020, bien que les taux d'achèvement des filles soient inférieurs en Asie centrale et australe et en Afrique subsaharienne au niveau du deuxième cycle du secondaire. Dans certaines régions, l'avantage des femmes en matière de scolarisation, d'acquis scolaires et de performances scolaires existe depuis longtemps. Toutefois, ces progrès ne se sont pas traduits par un succès équivalent sur le marché du travail, où les femmes restent désavantagées dans la plupart des pays<sup>16</sup>.

Figure VI  
Écart entre les sexes des taux de scolarisation des adolescent(e)s en âge de suivre le premier cycle du secondaire (filles-garçons), par groupes de revenu des pays, 2000-2020



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, base de données UIS.Sat. Disponible sur le site : <http://data.uis.unesco.org/>.

31. Les taux d'achèvement varient également en fonction du lieu et de la richesse des ménages. Par exemple, seul un sixième des pays pour lesquels des données sont disponibles ont atteint la parité entre les zones rurales et urbaines en ce qui concerne l'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire, tandis que les

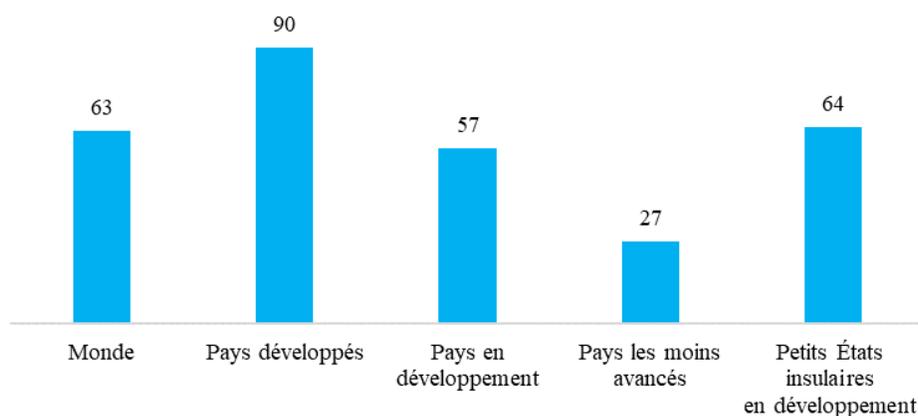
<sup>16</sup> En Amérique latine et dans les Caraïbes, par exemple, les femmes sont sous-représentées dans les domaines liés aux technologies de l'information et de la communication, à l'ingénierie, à l'industrie et à la construction, ce qui contribue à perpétuer la faible participation des femmes à la recherche et au développement, à la production scientifique, à la publication de travaux universitaires et à d'autres domaines associés à des emplois mieux rémunérés et plus stables. Voir *Social Panorama of Latin America and the Caribbean: Transforming Education as a basis for Sustainable Development* (publication des Nations Unies, 2022).

différences d'achèvement restent très répandues entre les ménages les plus pauvres et les plus riches au sein des pays. Les filles des ménages les plus pauvres restent désavantagées en termes de niveau d'instruction et de résultats d'apprentissage<sup>17</sup>.

### C. Inclusion numérique

32. La maîtrise des technologies numériques et l'accès à celles-ci sont une nécessité de la vie moderne. Alors que le monde était aux prises avec la pandémie de COVID-19, les enseignants, les parents et les élèves ont été les témoins directs de la manière dont les technologies numériques ont permis de maintenir l'enseignement, voire de le développer dans certains cas. Quelque 63 % de la population mondiale dispose désormais d'un accès en ligne et le nombre d'internautes a augmenté rapidement depuis 2019, de 17 % au niveau mondial et de 20 % dans les PMA. Mais malgré le grand potentiel de changement positif offert par ces technologies, la fracture numérique se superpose toujours aux inégalités économiques mondiales : en 2021, près de 90 % de la population des pays développés utilisaient Internet, contre seulement 27 % dans les PMA (fig. VII)<sup>18</sup>.

Figure VII  
Pourcentage d'individus utilisant Internet, 2021



Source : Union internationale des communications, Mesurer le développement du numérique : faits et chiffres 2021.

### D. Apprentissage tout au long de la vie

33. Les changements démographiques, les nouvelles technologies et la mondialisation transforment le monde du travail, ouvrant de nouvelles perspectives et posant de nouveaux défis pour celles et ceux souhaitant accéder à des emplois décentes et pour les entreprises désireuses de prospérer et de s'adapter. La pandémie de COVID-19 a perturbé les marchés du travail dans le monde entier et accéléré les

<sup>17</sup> Nations Unies, « Objectif 4 : Éducation de qualité », Rapport élargi sur les objectifs de développement durable 2022 (publication des Nations Unies, 2022).

<sup>18</sup> Union internationale des communications, Mesurer le développement du numérique : faits et chiffres 2021 (Genève, 2021).

transformations structurelles suscitées par le travail à distance et flexible, la numérisation et la demande de nouveaux types d'emplois et de compétences<sup>19</sup>.

34. Ces changements s'inscrivent dans le contexte du vieillissement progressif de la population mondiale. Avec un nombre sans précédent de personnes qui survivent jusqu'à un âge avancé, l'apprentissage tout au long de la vie et la requalification des travailleurs sont plus importants que jamais. En outre, le renforcement de la main-d'œuvre intergénérationnelle peut alléger les pressions budgétaires correspondantes sur les systèmes de santé et de retraite et contribuer à une croissance économique soutenue et plus inclusive<sup>20</sup>.

35. Des progrès significatifs ont été réalisés en matière d'accès à l'apprentissage et à l'éducation des adultes, notamment pour ce qui est de la participation des femmes et d'autres groupes défavorisés et vulnérables, tels que les populations autochtones, les populations rurales, les migrants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les prisonniers, qui ont souvent un accès limité aux possibilités d'apprentissage<sup>21</sup>. Toutefois, malgré les progrès accomplis, des lacunes et des défis importants subsistent. Parmi les 159 pays et zones pour lesquels des données sont disponibles, environ 60 % n'ont signalé aucune amélioration de la participation des personnes handicapées, des migrants ou des prisonniers. Dans 24 % des cas, la participation des populations rurales et des personnes âgées a diminué.

## **E. Progrès en matière d'éducation et de renforcement du capital humain et effets sur les autres objectifs de développement durable**

36. Assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous (objectif de développement durable n° 4) est un objectif de développement clé qui a une grande valeur en soi. En outre, les données disponibles suggèrent qu'un accès élargi à une éducation de qualité apporte une myriade de bénéfices directs et indirects à la société et a le potentiel de faire progresser tous les objectifs mondiaux.

37. Les données disponibles portent à la fois sur les effets directs d'une association largement observée entre la progression du niveau d'instruction et les réductions de la fécondité et de la mortalité (qui sont examinés en détail dans les chapitres IV et V) ainsi que sur les incidences indirectes de l'évolution des structures d'âge de la population sur la situation macroéconomique et la société dans son ensemble. Les pays qui enregistrent actuellement un accroissement de la taille de la population en âge de travailler par rapport aux enfants et aux personnes âgées (y compris de nombreux pays d'Afrique et d'Asie, et certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de la région arabe) peuvent obtenir un « dividende démographique » important, à savoir l'impulsion donnée à la croissance économique par habitant par une augmentation de la taille relative de la population en âge de travailler pendant une étape particulière de la transition démographique (voir [E/CN.9/2017/2](#) et [E/CN.9/2022/2](#)). En outre, les améliorations du niveau d'instruction contribuent directement à la croissance de la productivité et des revenus, ce qui implique qu'une

<sup>19</sup> OIT, *Compétences et apprentissage tout au long de la vie : repenser ces outils essentiels pour l'avenir du travail* (Genève, 2019).

<sup>20</sup> Rapport social mondial 2023 : Ne laisser personne de côté dans un monde vieillissant (publication des Nations Unies, 2023).

<sup>21</sup> Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, *Cinquième rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes : éducation à la citoyenneté : donner aux adultes les moyens du changement* (Hambourg, 2022).

partie importante du dividende démographique pourrait être en fait un dividende de l'éducation<sup>22</sup>.

## IV. Éducation, entrée dans la vie reproductive et fécondité

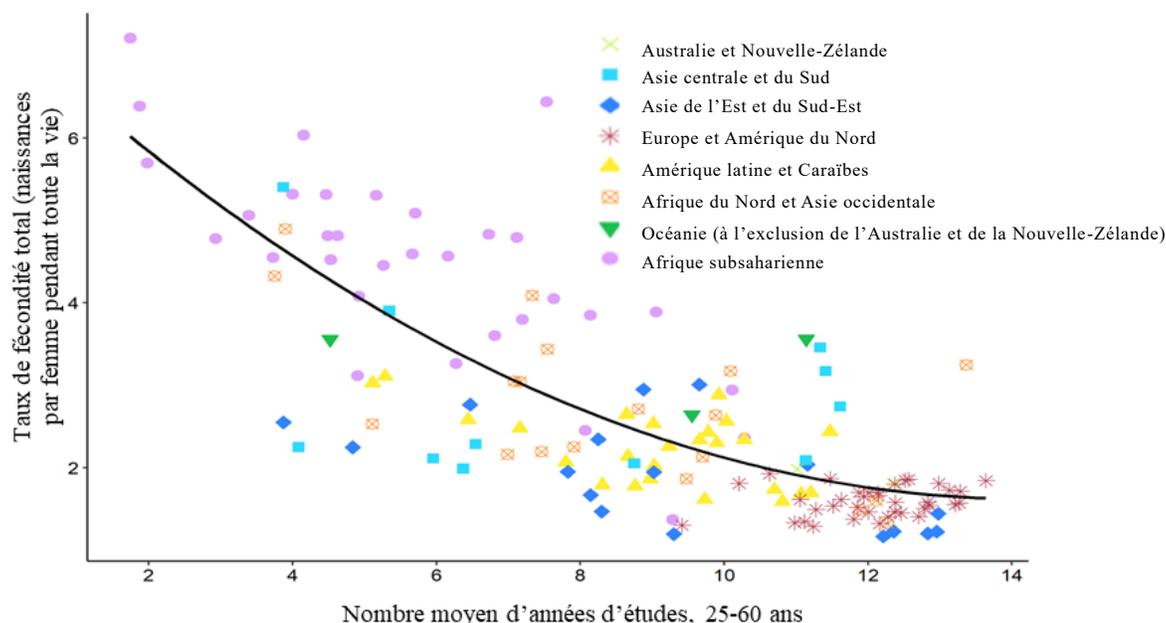
### A. Tendances de la fécondité et niveaux d'éducation : données internationales

38. Les femmes ayant un niveau d'éducation élevé ont généralement moins d'enfants que celles qui ont arrêté leurs études plus tôt, les différences étant particulièrement marquées dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Les femmes les plus instruites disposent d'une plus grande autonomie dans la prise de décision en matière de procréation, ont plus de connaissances sur la planification familiale et un meilleur accès à celle-ci et sont plus à même de retarder leur mariage et la procréation que les femmes moins instruites.

39. Une corrélation inverse entre les niveaux d'éducation et la fécondité est généralement observée dans les pays (voir fig. VIII). Il en est allé de même pour l'évolution dans le temps ces dernières décennies : l'expansion de l'enseignement primaire et secondaire dans les pays en développement ainsi que la disponibilité accrue des services de planification familiale ont été étroitement associées à la baisse mondiale de la fécondité<sup>23</sup>.

Figure VIII

**Niveau de fécondité moyen en fonction du nombre moyen d'années de scolarité, 148 pays, vers 2015**



Source : Nations Unies, *World Population Prospects: 2022 Revision* ; et Robert J. Barro et Jong-Wha Lee, « International data on education attainment », série de données Barro-Lee. Disponible sur le site : <http://www.barrolee.com/>.

<sup>22</sup> Jesús Crespo Cuaresma, Wolfgang Lutz et Warren Sanderson, « Is the demographic dividend an education dividend? », *Demography*, vol. 51, n° 1, (février 2014).

<sup>23</sup> Daphne H. Liu et Adrian E. Raftery, « How do education and family planning accelerate fertility decline? » *Population and Development Review*, vol. 46, n° 3 (septembre 2020).

40. La fécondité varie dans les pays en fonction du niveau d'éducation aux différents stades de la transition entre une fécondité élevée et une fécondité faible. Dans les premiers stades de la transition, des écarts de fécondité importants sont observés entre les femmes avec et sans éducation primaire, mais ces différences tendent à s'atténuer à mesure que les pays évoluent vers des niveaux de fécondité plus faibles. Les différences relatives de fécondité entre les femmes ayant suivi des études secondaires ou supérieures et celles qui n'ont pas fait de telles études deviennent plus visibles à des stades plus avancés de la transition de la fécondité, même si les différences absolues ont tendance à être peu marquées.

41. La baisse de la fécondité en Afrique subsaharienne a commencé plus tard que dans d'autres régions et a marqué le pas au début des années 2000, en partie à cause de la stagnation de la scolarisation des filles dans le primaire entre les années 1980 et le début des années 2000. Si la fécondité avait poursuivi sa tendance à la baisse antérieure, on estime qu'il y aurait eu environ 13 millions de naissances de moins chez les femmes âgées de 15 à 34 ans entre 1995 et 2010 dans 10 pays africains où la baisse de la fécondité s'est arrêtée, dont le Kenya, le Niger et le Nigéria<sup>24</sup>.

42. Le niveau d'instruction des femmes, en particulier l'achèvement du premier ou deuxième cycle du secondaire, a joué un rôle plus important dans l'accélération du déclin de la fécondité ces dernières décennies. Cependant, d'aucuns s'inquiètent de constater que, dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, l'expansion de l'éducation n'est pas allée de pair avec une nette amélioration de la qualité, de nombreux élèves du primaire n'acquérant pas les compétences en lecture et en écriture attendues pour leur âge et leur classe.

43. Dans les pays développés où la fécondité est faible depuis plusieurs décennies, les différences en fonction des niveaux d'éducation subsistent, encore que la situation semble plus contrastée si l'on prend en compte l'ordre des naissances. Dans ces pays, le niveau d'instruction des femmes continue d'être positivement associé au nombre de femmes n'ayant pas d'enfants et à l'âge moyen des femmes à la naissance de leur premier enfant. Cependant, dans les pays d'Europe du Nord et de l'Ouest, de plus en plus d'éléments d'information confirment une association positive entre l'éducation et les intentions globales de fécondité et la fréquence des deuxième et troisième naissances. Dans les pays nordiques en particulier, une plus grande égalité entre les genres au sein des ménages, associée à des politiques favorables à la famille, contribue sans doute à une reprise de la fécondité chez les femmes plus instruites.

## **B. Éducation et âge au début de l'activité sexuelle, de l'utilisation de contraceptifs et de la procréation**

44. Le niveau d'éducation influe sur divers aspects de la vie sexuelle et reproductive des personnes, notamment le moment où elles deviennent sexuellement actives, si et comment elles ont recours à la planification familiale, et le moment où elles ont des enfants. En général, les recherches indiquent que les programmes d'éducation et de planification familiale contribuent à réduire les niveaux de fécondité souhaitée et non souhaitée.

45. Dans les principales régions du monde, un niveau d'éducation élevé est associé à un âge moyen plus élevé au moment de l'initiation sexuelle. L'achèvement des études secondaires est le facteur qui a le plus d'incidence sur l'âge plus tardif de l'initiation sexuelle. Toutefois, des données provenant d'Afrique subsaharienne

<sup>24</sup> Endale Kebede, Erich Striessnig et Amme Goujon, « The relative importance of women's education on fertility desires in sub-Saharan Africa: A multilevel analysis ». *Population Studies*, vol. 76, n° 1 (2022).

suggèrent que la corrélation positive entre l'éducation et l'âge de l'initiation sexuelle peut ne s'appliquer qu'aux filles et aux femmes ou principalement à celles-ci et peut même être inversée pour les garçons et les hommes<sup>25</sup>.

46. L'utilisation de méthodes contraceptives modernes est également positivement corrélée au niveau d'éducation. L'éducation influe sur l'adoption des contraceptifs modernes en améliorant les connaissances sur la biologie de la reproduction, y compris sur les risques de mortalité auxquels sont exposés la mère et l'enfant, en dissipant les mythes et la désinformation sur les effets secondaires négatifs et en fournissant des informations utiles sur la commodité et l'efficacité des méthodes modernes. L'éducation peut également influencer indirectement l'utilisation des contraceptifs les plus récents par ses effets sur la participation au marché du travail, le revenu, la richesse et le statut socioéconomique, qui sont tous associés à des taux plus élevés d'utilisation de ces contraceptifs. Par conséquent, les améliorations de l'éducation des filles et des femmes influencent le moment du mariage et de la procréation et donc la vitesse des transitions de la fécondité au niveau national.

47. L'achèvement des études secondaires ou supérieures a une incidence sur le taux d'activité et l'autonomisation économique des femmes, ce qui contribue à accroître leur revenu, leur position de négociation dans le ménage et leur liberté de mouvement et leur donne ainsi plus de possibilités d'accéder à des services de planification familiale efficaces.

### C. Mariage ou maternité précoce et niveau d'éducation

48. La proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en union avant l'âge de 18 ans (objectif de développement durable 5.3.1) est restée élevée dans de nombreux pays en 2021, en particulier en Afrique subsaharienne (35 %), en Asie centrale et du Sud (28 %) et en Amérique latine et dans les Caraïbes (21 %). Ces trois régions représentent ensemble environ trois quarts des 650 millions de filles et de femmes qui étaient mariées ou en union avant l'âge de 18 ans dans le monde<sup>26</sup>.

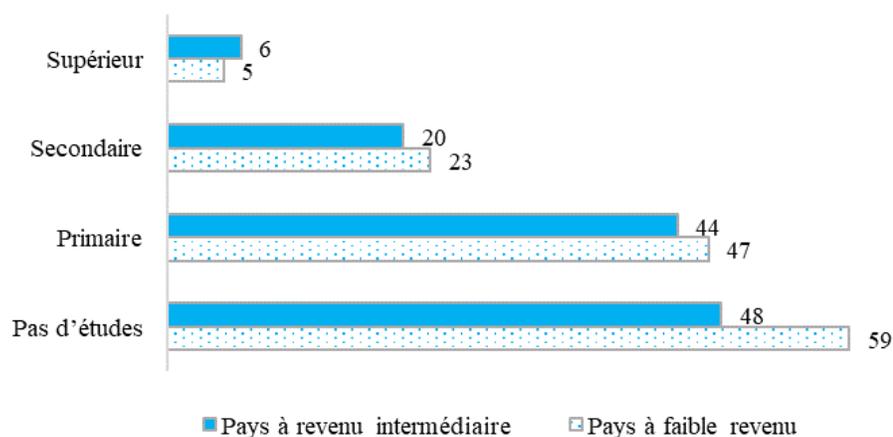
49. Les mariages et les grossesses précoces peuvent avoir des répercussions à vie sur les résultats socioéconomiques des filles, car ces événements démographiques peuvent interrompre leur éducation, entraînant un retrait précoce du système éducatif, une moindre indépendance économique et un risque accru de pauvreté. Le maintien des filles à l'école est l'un des moyens les plus efficaces de lutter contre le mariage des enfants. En moyenne, la probabilité qu'une fille se marie pendant son enfance est réduite de six points de pourcentage pour chaque année supplémentaire d'enseignement secondaire<sup>27</sup>. Cet impact est également évident dans les données des pays à revenu faible et intermédiaire qui montrent que les femmes ayant un niveau d'éducation plus élevé sont beaucoup moins susceptibles d'avoir été mariées avant l'âge de 18 ans (voir fig. IX).

<sup>25</sup> Stephanie Simmons Zuilkowski et Matthew C.H. Jukes, « The impact of education on sexual behavior in sub-Saharan Africa: a review of the evidence ». *AIDS Care*, vol. 24, n° 5 (2012).

<sup>26</sup> UNICEF, Le mariage des enfants dans le monde (11 mars 2020).

<sup>27</sup> Quentin Wodon et autres, *Missed Opportunities: The High Cost of Not Educating Girls* (Washington, Banque mondiale, 2018) ; et Banque mondiale, « Educating girls, ending child marriage », 24 août 2017.

Figure IX  
**Pourcentage de femmes mariées avant l'âge de 18 ans, en fonction du plus haut niveau d'éducation atteint, 49 pays à revenu faible et intermédiaire, 2010-2021**



Source : Enquêtes démographiques et de santé.

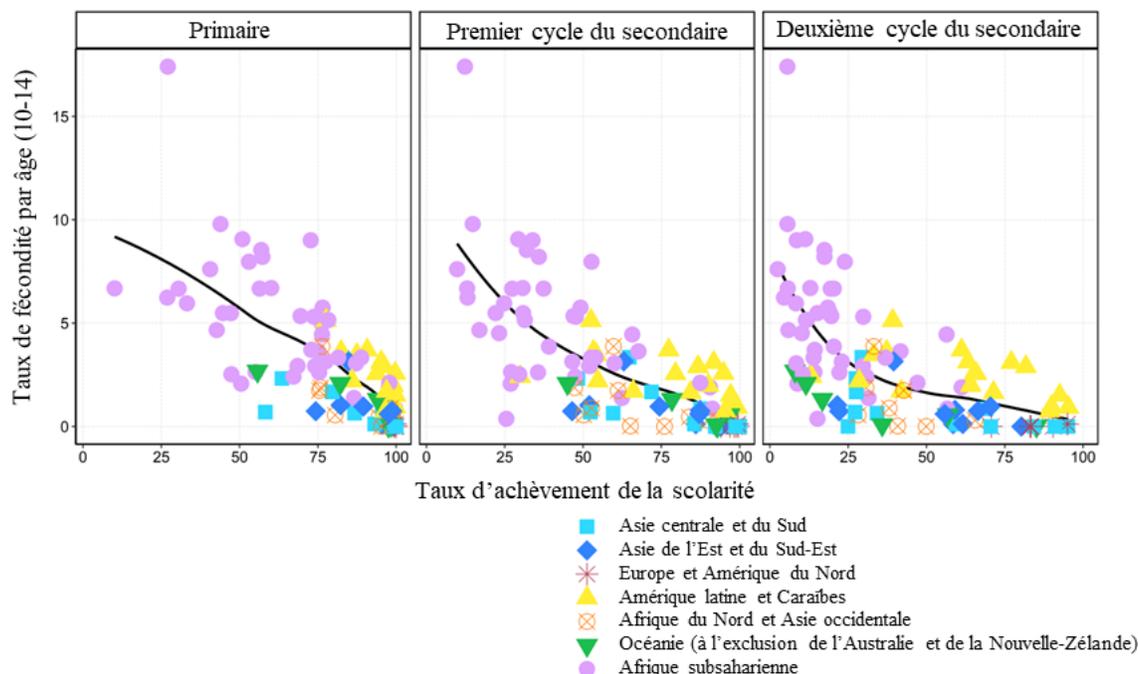
Note : Les pourcentages sont calculés à partir des données déclarées par les femmes âgées de 20 à 24 ans au moment de l'enquête.

50. Des études menées dans des pays d'Afrique subsaharienne, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Europe et d'Amérique du Nord ont montré que plus les filles se marient tôt, moins elles ont de chances d'être alphabétisées ou de suivre et d'achever des études secondaires ; de même, les filles qui accouchent avant l'âge de 18 ans ont de moins bons résultats sur le plan de l'éducation et du marché du travail<sup>28</sup>.

51. Ces relations se reflètent également au niveau de la population : dans tous les pays, les taux de fécondité des adolescentes âgées de 10 à 14 ans (objectif de développement durable 3.7.2) sont négativement corrélés aux taux d'achèvement par les femmes des études primaires, du premier cycle du secondaire et du deuxième cycle du secondaire (indicateur 4.1.2) (voir fig. X).

<sup>28</sup> Minh Cong Nguyen et Quentin Wodon « Impact of child marriage on literacy and education attainment in Africa », document d'information établi pour un projet financé par le Partenariat mondial pour l'éducation, septembre 2014 ; et Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et autres, « Child, early and forced marriages and unions deepen gender inequalities », 2022.

Figure X  
**Taux de natalité chez les adolescentes de 10 à 14 ans par taux d'achèvement des études primaires et des premier et deuxième cycles du secondaire, 110 pays, 2019**



Source : Nations Unies, *World Population Prospects: 2022 Revision* ; et base de données mondiale sur les objectifs de développement durable, disponible à l'adresse suivante : <https://sdghub.com/project/sdg-global-datase>.

Note : D'après les pays disposant de données sur le taux de natalité pour les 10-14 ans.

52. Le mariage d'enfants est une raison bien plus fréquente de l'abandon précoce de l'éducation par les filles que la maternité précoce. Toutefois, le mariage d'enfants et les grossesses précoces sont une cause directe moins fréquente d'abandon scolaire prématuré que la pauvreté, la distance par rapport à l'établissement scolaire, la qualité de l'enseignement et la valeur perçue de l'éducation, entre autres.

53. Le mariage d'enfants est plus fréquent dans les pays à revenu faible ou intermédiaire qui n'ont pas d'âge minimum légal du mariage ou qui n'appliquent pas les lois existantes, en particulier dans les zones rurales. L'application rigoureuse d'un âge minimum légal du mariage est nécessaire pour que cette règle produise les bénéfices individuels et sociétaux souhaités. Il a été démontré que les programmes d'« autonomisation multisectorielle », qui comprennent une formation aux compétences de la vie courante, une formation aux moyens de subsistance, une formation à la sensibilisation aux droits des femmes et des hommes, une présentation des possibilités de carrière futures et une formation à la santé sexuelle et génésique, augmentent les taux de scolarisation et réduisent les risques de grossesse et de procréation précoces<sup>29</sup>.

<sup>29</sup> Thoai Ngo, « The good, the bad & the unintended: education, child marriage and early childbearing », présentation à la réunion du groupe d'experts de la Division de la population de l'ONU, septembre 2022.

## D. Éducation à la sexualité, résultats en matière de fécondité et conséquences sur le développement sur la durée de vie

54. L'éducation complète à la sexualité est un processus intégré aux programmes scolaires, reposant sur l'enseignement et l'apprentissage des aspects cognitifs, émotionnels, physiques et sociaux de la sexualité<sup>30</sup>, qui peut contribuer à la réalisation des objectifs de développement en matière de santé, d'éducation et d'égalité des sexes (objectifs de développement durable n° 3, 4 et 5) et à la réduction de la fécondité des adolescentes. L'éducation à la santé, au bien-être, au corps humain, à la sexualité et aux relations humaines, dispensée au moment du développement cognitif, émotionnel et social de l'adolescent(e) présente toute une série d'avantages, notamment la capacité de mieux apprendre et de mener une vie plus saine et plus heureuse<sup>31</sup>.

55. Inversement, un manque d'éducation ou d'accès à l'information sur la sexualité humaine crée des désavantages qui s'accumulent tout au long de la vie reproductive. Sans une éducation sexuelle adéquate, les jeunes n'acquièrent pas une bonne connaissance des méthodes contraceptives et de la manière de les utiliser efficacement. Le confinement au foyer crée des obstacles supplémentaires à l'accès aux services, en particulier pour les jeunes femmes célibataires. Dans certains contextes, ces circonstances peuvent également entraîner une augmentation de la prévalence de la violence sexiste, des infections sexuellement transmissibles (y compris le VIH) et des grossesses non désirées.

56. L'éducation complète à la sexualité peut contribuer à réduire les grossesses précoces ou non désirées, à renforcer les attitudes équitables entre les genres et à réduire l'abandon scolaire<sup>32</sup>. Elle peut également contribuer à retarder l'initiation sexuelle et à réduire l'incidence du VIH et des autres maladies sexuellement transmissibles. Lorsqu'elle est dispensée conjointement avec des soins de santé génésique, notamment des services de contraception, elle est un élément essentiel des programmes efficaces de prévention des grossesses chez les adolescentes et les jeunes femmes<sup>33</sup>. Les établissements scolaires sont des lieux importants pour dispenser cette éducation, notamment parce que des enseignants formés sont à même de favoriser des connaissances, des attitudes et des compétences adaptées à l'âge des élèves et d'aider les apprenants et leurs familles à accéder aux services de santé et de protection sociale.

<sup>30</sup> UNESCO, Pourquoi l'éducation à la sexualité complète est importante, 21 avril 2022.

<sup>31</sup> Leon Feinstein et autres, « What are the effects of education on health? », dans *Measuring the effects of education on health and civic engagement: Proceedings of the Copenhagen Symposium*, Richard Desjardins et Tom Schuller, dir. publ. (Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2006)

<sup>32</sup> Ann M. Starrs et autres, « Accelerate progress – sexual and reproductive health and rights for all: report of the Guttmacher-Lancet Commission », *The Lancet Commissions*, vol. 391, n° 10140 (juin 2018) ; et Laureen M. Lopez et autres, « School-based interventions for improving contraceptive use in adolescents ». *Cochrane Database of Systematic Reviews*, vol. 6, article n° CD012249 (2016).

<sup>33</sup> UNESCO et autres, Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité : Guide technique international sur l'éducation sexuelle : une approche factuelle (Paris, UNESCO, 2021) ; et Andrea Irvin et autres, *Comprehensive sexuality education as a strategy for gender-based violence prevention* (Bangkok, Fonds des Nations Unies pour la population, Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, 2021).

## V. Éducation, santé et mortalité

57. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 souligne les liens entre les objectifs de développement en matière de santé et d'éducation. La santé, la nutrition et le bien-être des apprenants sont des déterminants essentiels des résultats scolaires. L'éducation, à son tour, a une incidence sur la santé en améliorant les perspectives économiques et en favorisant des emplois de meilleure qualité et plus stables, permettant aux familles d'accumuler des ressources qui peuvent être utilisées pour améliorer la santé. L'éducation peut également faciliter l'adoption de comportements sains, notamment une alimentation saine, la pratique d'une activité physique régulière, la recherche et l'utilisation de services de soins préventifs et d'un soutien social pour faire face aux facteurs de stress.

### A. Différences de mortalité et de santé en fonction du niveau d'éducation

58. L'existence d'un gradient éducatif dans les indicateurs de santé et de mortalité est reconnue depuis longtemps. Des études récentes ont confirmé, par exemple, une association claire au niveau national entre le nombre moyen d'années de scolarisation et les mesures de la mortalité infantile et adulte. Sur la période de 1970 à 2010, 14 % de la réduction de la mortalité des moins de 5 ans et environ 30 % de la réduction de la mortalité des adultes peuvent être attribués à l'amélioration du niveau d'instruction des femmes<sup>34</sup>. L'éducation peut avoir une incidence sur l'état de santé tout au long de la vie et est associée à des disparités en matière de santé sur la vie entière, y compris à un âge avancé.

59. Les données concernant les inégalités de la mortalité en fonction du niveau d'éducation proviennent essentiellement des pays à haut revenu d'Europe et d'Amérique du Nord, où des préoccupations ont été exprimées quant à la persistance de ces inégalités. Aux États-Unis d'Amérique, les adultes n'ayant pas le baccalauréat ont connu une baisse de leur espérance de vie après 2010, tandis que l'espérance de vie des personnes ayant un diplôme universitaire a continué d'augmenter<sup>35</sup>. En 2020, les Américains sans diplôme universitaire ont été surreprésentés dans la surmortalité associée à la pandémie de COVID-19, amplifiant les inégalités préexistantes. En Europe, les résultats sont partagés, les écarts de mortalité entre les populations les moins instruites et les plus instruites diminuant en termes absolus mais augmentant en termes relatifs.

60. Ces dernières décennies, les données provenant d'enquêtes par sondage, d'études de cohortes et de sites de surveillance démographique ont permis de mieux comprendre les différences en matière de santé et de vieillissement imputables à l'éducation dans le monde. Un projet rassemblant les données de 17 études de cohorte incluant des participants de 38 pays sur 6 continents pour évaluer les modèles et les tendances du vieillissement en bonne santé, y compris les mesures de la santé physique, des fonctions cognitives et des aptitudes fonctionnelles, a montré que les niveaux

<sup>34</sup> Elinz Pradhan et autres, « The effects of education quantity and quality on child and adult mortality: their magnitude and their value », dans *Disease control priorities*, 3<sup>e</sup> éd., vol. 8, Dean T. Jamison, dir. publ. (Washington, Banque mondiale, 2017).

<sup>35</sup> Anne Case et Angus Deaton, « Life expectancy in adulthood is falling for those without a BA degree, but as educational gaps have widened, racial gaps have narrowed », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 118, n° 11 (2021).

d'éducation influaient sur les scores de référence du vieillissement en bonne santé mais avaient moins d'impact sur son taux de déclin sur une période de suivi de 10 ans<sup>36</sup>.

61. Les données disponibles confirment également de grandes disparités dans la prévalence des handicaps physiques ou fonctionnels entre les adultes les moins et les plus instruits. Aux États-Unis et dans les pays d'Europe vers 2018, la prévalence de l'invalidité chez les adultes âgés de 50 ans ou plus était deux fois plus élevée chez les personnes ayant un faible niveau d'éducation que chez celles ayant un niveau d'éducation élevé. Des différences un peu moins importantes ont été observées entre des groupes similaires en Chine, en Inde et au Mexique<sup>37</sup>.

## **B. Relation entre l'éducation des parents et la santé des enfants**

62. Des recherches récentes ont confirmé que l'amélioration de l'éducation des mères et des pères contribuait à réduire la mortalité des moins de 5 ans, l'éducation maternelle étant un facteur prédictif plus fort que l'éducation paternelle<sup>38</sup>. Les enfants nés de mères ayant suivi 12 ans d'études avaient 31 % de risques en moins de mourir avant l'âge de 5 ans, par rapport aux enfants de mères n'ayant pas fait d'études ; la différence était de 17 % en fonction de l'éducation des pères. L'association entre un niveau d'éducation maternel ou paternel plus élevé et une mortalité infantile plus faible était significative pour les trois segments d'âge dans les cinq premières années de vie (à savoir, la période néonatale de 0 à 27 jours, la période post-néonatale de 28 jours à 1 an et la tranche d'âge du premier au cinquième anniversaire) (fig. XI). Cette association persiste même après avoir pris en compte statistiquement d'autres marqueurs du statut socioéconomique de la famille. Ces résultats montrent de façon solide que l'accès universel à une éducation de qualité est d'une importance cruciale pour la réalisation de la cible 3.2 des objectifs de développement durable sur la réduction de la mortalité néonatale et infantile.

---

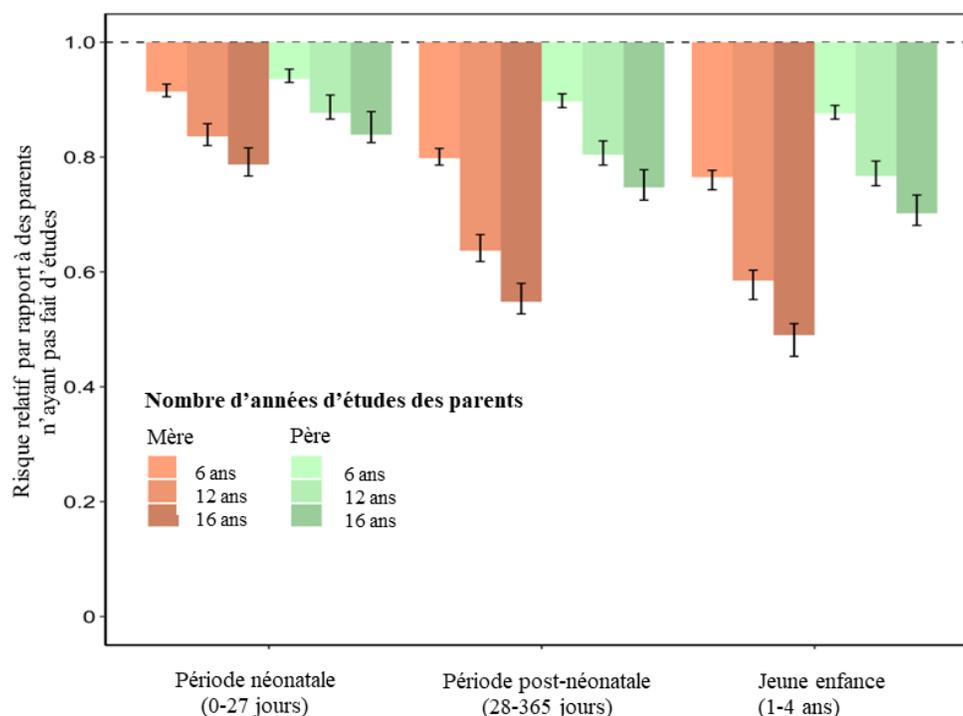
<sup>36</sup> Yu-Tzu Wu et autres, « Education and wealth inequalities in healthy ageing in eight harmonised cohorts in the ATHLOS consortium: a population-based study », *Lancet Public Health*, vol. 5, n° 7 (juillet 2020).

<sup>37</sup> Rapport social mondial 2023 (publication des Nations Unies, 2023).

<sup>38</sup> Mirza Balaj et autres, « Parental education and inequalities in child mortality: a global systematic review and meta-analysis », *The Lancet*, vol. 398, n° 10300 (août 2021).

Figure XI

### Risques relatifs de mortalité néonatale, post-néonatale et infantile, selon le niveau d'éducation des parents



Source : Balaj et autres, « Parental education and inequalities in child mortality ».

Note : La catégorie de base est « pas d'éducation ». Sur la base des résultats d'une méta-analyse des études publiées sur les effets de l'éducation des parents sur la mortalité infantile et analyse des données de l'enquête démographique et sanitaire.

## C. Éducation à la santé sexuelle et reproductive, y compris la prévention du VIH/sida et des autres maladies sexuellement transmissibles

63. Comme mentionné au chapitre IV, l'un des effets positifs de l'éducation à la sexualité est une meilleure connaissance des comportements et des risques associés aux maladies sexuellement transmissibles, y compris le VIH. Les éléments d'information et les orientations existantes suggèrent que l'éducation sexuelle en milieu scolaire reste une stratégie cruciale et efficace par rapport au coût pour protéger la santé et les droits des jeunes et devrait s'inscrire dans une démarche globale visant à inciter les jeunes à s'informer sur leur avenir sexuel et reproductif dans de multiples contextes, notamment les écoles, les communautés, les services de santé, les familles et les ménages, de façon à être en mesure de le façonner<sup>39</sup>.

64. L'éducation à la sexualité humaine et à la santé sexuelle et reproductive est plus efficace lorsque les programmes scolaires sont complétés par des actions et des services communautaires, notamment la distribution de préservatifs, la formation des prestataires de soins de santé et la participation des parents et des enseignants. Les programmes à composantes multiples, notamment ceux qui associent l'éducation sexuelle en milieu scolaire à des services de santé non scolaires et adaptés aux jeunes,

<sup>39</sup> UNESCO, Principes directeurs techniques internationaux sur l'éducation à la sexualité.

sont particulièrement importants pour atteindre les jeunes marginalisés, y compris ceux qui ne sont pas scolarisés.

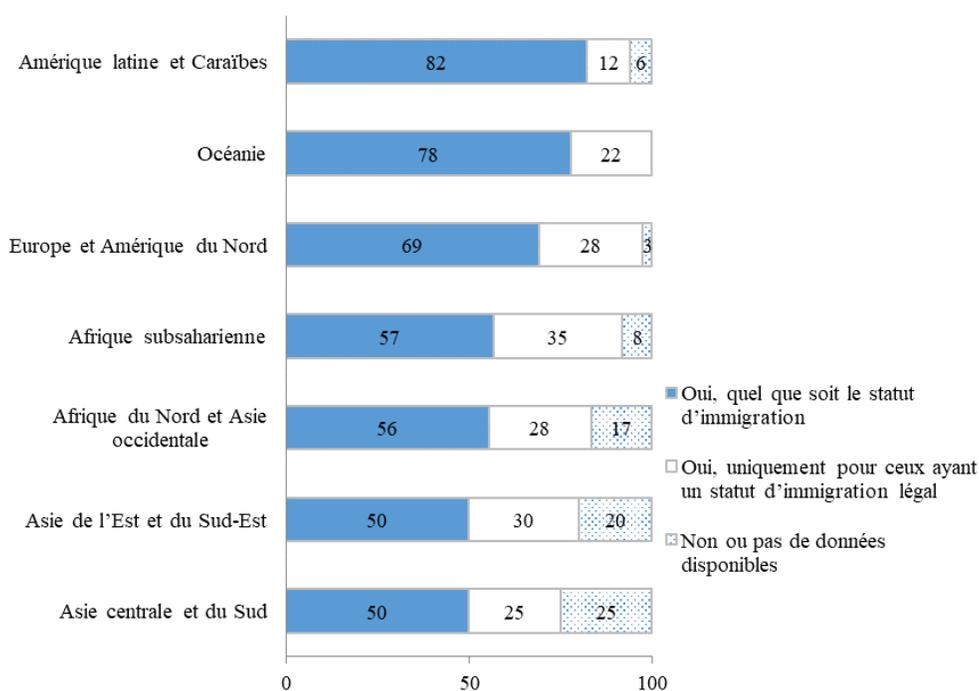
## VI. Éducation et migration

65. Les immigrants et leurs enfants, parfois même ceux qui sont nés dans le pays d'accueil, sont confrontés à divers obstacles pour accéder à une éducation de qualité et à des possibilités d'apprentissage. Ils ont moins de chances d'être inscrits à un programme d'éducation de la petite enfance, ce qui peut avoir un impact négatif sur leurs résultats scolaires et leur niveau d'éducation à vie. Il est essentiel de surmonter ces obstacles pour améliorer les résultats scolaires des enfants migrants et favoriser leur intégration dans les sociétés d'accueil.

66. Le pourcentage des gouvernements ayant choisi de donner accès à l'enseignement public aux migrants varie selon les régions. Les pays d'Asie centrale et méridionale et d'Asie de l'Est et du Sud-Est sont ceux où le pourcentage de gouvernements ayant signalé offrir un accès égal à l'enseignement public à tous les migrants, quel que soit leur statut d'immigration, est le plus faible (50 % chacun). C'est en Amérique latine et dans les Caraïbes (82 %) et en Océanie (78 %) que l'on trouve le plus fort pourcentage de gouvernements faisant état de telles politiques (fig. XII).

Figure XII

### Pourcentage de gouvernements appliquant des politiques d'égalité d'accès à l'enseignement public, par région, 2021



Source : Base de données sur les politiques mondiales de population (2021). Enquête auprès des administrations publiques sur la population et le développement, disponible sur le site : [www.un.org/development/desa/pd/data/world-population-policies](http://www.un.org/development/desa/pd/data/world-population-policies).

Note : Fondé sur les données mises à disposition par 138 pays (au 31 octobre 2021). Dans ce contexte, l'expression « enseignement public » désigne les établissements publics d'enseignement préscolaire, primaire et secondaire.

67. Les migrations génèrent d'importantes retombées économiques pour les pays d'origine, les envois de fonds étant l'un des plus évidents et des plus importants. La grande majorité des transferts de fonds dans le monde en 2022 (540 milliards sur 702 milliards de dollars des États-Unis) ont été envoyés vers des pays à revenu faible ou intermédiaire. Les transferts de fonds peuvent contribuer à améliorer les résultats scolaires dans les pays d'origine, car ils permettent aux ménages pauvres, soumis à des contraintes de crédit, de réduire leur dépendance à l'égard du travail des enfants pour obtenir un revenu et de couvrir les coûts liés à l'école, ce qui peut augmenter la fréquentation scolaire, en particulier dans les pays à faible revenu.

68. Cependant, les coûts de transaction liés à l'envoi de fonds restent élevés, s'élevant en moyenne à 6,4 % en 2021, ce qui est bien plus que le niveau visé dans les objectifs de développement durable, à savoir moins de 3 % d'ici à 2030. Les efforts menés pour réduire les coûts de transaction des envois de fonds et mettre en place d'autres couloirs de transfert devraient être prioritaires, notamment ceux prévus dans le Programme d'action d'Addis-Abeba de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement.

69. Pour les pays d'origine, l'émigration de personnes dotées d'un niveau élevé de capital humain et de compétences peut avoir des conséquences négatives en termes de productivité, de fourniture de services et de recettes fiscales, un phénomène appelé « fuite des cerveaux ». Du point de vue des pays de destination, l'immigration se traduit souvent par une amélioration nette du capital humain et des compétences du travailleur moyen. Dans de nombreux pays membres de l'OCDE, les immigrants sont plus susceptibles d'avoir suivi ou terminé des études supérieures que la population née dans le pays<sup>40</sup>. Les pays d'accueil bénéficient de l'afflux de migrants hautement qualifiés, qui stimulent souvent l'innovation, notamment dans le domaine des sciences et des technologies. Il y a un « gaspillage des cerveaux » lorsque des migrants bien éduqués et hautement qualifiés sont employés dans des professions qui requièrent des niveaux de compétences inférieurs, ce qui entraîne une perte de revenus et un gaspillage de capital humain.

70. Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières invite les gouvernements à faciliter la reconnaissance mutuelle des aptitudes, qualifications et compétences des travailleurs migrants à tous niveaux de compétence, à promouvoir le perfectionnement des compétences dans les secteurs en demande afin d'améliorer l'employabilité des migrants sur le marché du travail formel dans les pays de destination et dans leur pays d'origine, à leur retour, ainsi qu'à garantir que la migration de main-d'œuvre conduise à des emplois décents (voir résolution 73/195 de l'Assemblée générale, annexe).

## VII. Conclusions et recommandations

**71. Les données démographiques provenant des recensements nationaux de la population, des registres de la population et d'autres sources, ainsi que les projections démographiques ventilées géographiquement, sont des éléments fondamentaux pour la planification des politiques en matière d'éducation. Des estimations et des projections démographiques ventilées par âge, sexe et géographie, ainsi que des données sur la scolarisation, la fréquentation et l'achèvement des études, sont nécessaires pour la planification et le suivi des objectifs de développement durable intéressant l'éducation.**

<sup>40</sup> OCDE, La voie de l'intégration : éducation et migration, Examens de l'OCDE sur la formation des migrants (Paris, 2019).

72. La population d'âge scolaire devrait diminuer dans la plupart des régions au cours des prochaines décennies. La diminution des effectifs libère des ressources qui peuvent être utilisées pour augmenter les dépenses par étudiant et améliorer la qualité de l'enseignement. Toutefois, les populations d'âge scolaire continueront de croître en Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord et en Asie occidentale ainsi qu'en Océanie, à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, où des ressources supplémentaires seront nécessaires pour étendre la couverture et améliorer la qualité de l'éducation.

73. Les gouvernements et la communauté internationale devraient assurer l'accès universel à une éducation de qualité à tous les niveaux, afin que tous les individus, y compris les personnes handicapées, les populations autochtones et les autres groupes défavorisés ou vulnérables, aient accès à des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie et puissent participer pleinement à la société et contribuer au développement durable.

74. Les politiques qui soutiennent l'achèvement de l'enseignement secondaire, facilitent les transitions entre l'école et le travail et suppriment les obstacles à l'emploi peuvent aider les individus à obtenir un emploi mieux rémunéré et productif, tout en profitant à la situation macroéconomique et en réduisant les coûts de l'assurance chômage.

75. L'éducation permet de sensibiliser le public aux problèmes environnementaux mondiaux urgents, tels que le réchauffement de la planète, la perte de biodiversité et la pollution marine, et peut encourager les jeunes à être plus conscients de l'environnement. Les investissements dans l'éducation à l'environnement et au développement durable sont essentiels pour atteindre les objectifs de développement mondiaux et lutter contre les changements climatiques et la dégradation de l'environnement.

76. Les programmes d'éducation et de planification familiale contribuent à réduire le nombre de grossesses souhaitées et non souhaitées et influent sur le rythme de baisse de la fécondité. Ces programmes devraient permettre de sensibiliser aux options disponibles en matière de planification familiale et affirmer le droit de toute personne à décider, de manière libre et responsable, du nombre d'enfants qu'elle souhaite avoir et du moment de leur naissance.

77. L'éducation sexuelle en milieu scolaire est un moyen crucial et efficace par rapport au coût de protéger la santé et les droits des jeunes et doit s'inscrire dans une stratégie globale visant à inciter les jeunes à s'informer sur leur santé sexuelle et génésique, impliquant non seulement les établissements scolaires mais aussi les services de santé, les familles, les ménages et les communautés. Des programmes scolaires bien conçus pour dispenser une éducation complète sur la sexualité humaine, le genre, les relations et les droits, selon des méthodes participatives, centrées sur l'apprenant, adaptées à l'âge et culturellement pertinentes, peuvent contribuer à favoriser des normes sociales positives, à promouvoir l'égalité des genres et à réduire les taux de violence sexiste.

78. L'élévation du niveau d'éducation est associée à une amélioration de la santé et de la survie de la population. Les résultats en matière de santé des enfants sont généralement meilleurs lorsque les parents sont bien éduqués. Les gouvernements sont encouragés à élargir l'accès aux soins de santé pour tous et à promouvoir l'éducation sanitaire et l'éducation aux facteurs comportementaux influant sur la santé, y compris pour les personnes ayant un faible niveau d'instruction.

79. L'apprentissage tout au long de la vie devrait être accessible à tous les âges, y compris aux adultes en âge de travailler et aux personnes plus âgées, afin d'améliorer leurs perspectives d'emploi grâce à l'acquisition de compétences transférables. Les gouvernements sont encouragés à promouvoir un vieillissement actif et sain et à mettre en œuvre des politiques d'apprentissage tout au long de la vie en réponse à l'évolution des tendances démographiques et des besoins du marché du travail.

80. Les gouvernements sont encouragés à fournir un accès universel à l'éducation pour tous les migrants, quel que soit leur statut d'immigration.

81. Les gouvernements devraient investir dans le développement des compétences et faciliter la reconnaissance mutuelle des aptitudes, qualifications et compétences des travailleurs migrants à tous les niveaux, en encourageant le développement des compétences en fonction de la demande afin d'optimiser l'employabilité des migrants sur les marchés du travail formels et de garantir l'accès à un travail décent.

82. Lors du forum politique de haut niveau sur le développement durable de 2023 et du prochain sommet sur les objectifs de développement durable, les États Membres pourraient souhaiter examiner les liens entre l'évolution démographique et l'accès à une éducation de qualité et à l'apprentissage tout au long de la vie, ainsi que leur importance pour la réalisation du développement durable.

---